



ÉPARGNER LOCAL

L'argent en circuit court

Pour soutenir les petites et moyennes entreprises, et donc l'emploi, dans leur région, les particuliers peuvent choisir des produits financiers spécifiques

Noémie a eu le déclic pendant le premier confinement de 2020. « J'ai remis à plat mes divers contrats, notamment bancaires, trop chers et pas en accord avec mes valeurs. Je voulais avoir de l'impact ! », explique la trentenaire. A ses yeux, la première façon de voter n'est pas dans les urnes, mais avec son porte-monnaie.

Elle décide alors de quitter sa banque pour ouvrir un compte au Crédit coopératif à Arras et souscrit un Livret Rev3, dont les dépôts sont utilisés pour financer des projets dans les Hauts-de-France. « Cela me permet de soutenir l'emploi dans ma région. J'ai même pu rencontrer certains entrepreneurs ayant bénéficié de prêts grâce à mon livret. C'est du concret ! », se réjouit Noémie.

Le rendement n'est pas sa priorité, même si, à 1,20 % (taux brut, jusqu'à 15000 euros), le Livret Rev3 fait plutôt figure de bon élève sur le marché.

Ancrage familial

Les motivations de Georges, 52 ans, sont un peu différentes. Ce Breton d'adoption a investi dans une vingtaine de projets sur la plate-forme de financement participatif GwenneG, présente en Bretagne, dans les Pays de la Loire et en Normandie. Elle met en relation des particuliers comme Georges et des entreprises locales ayant des besoins de financement. « Je ne suis pas dans une démarche philanthropique : mon objectif est avant tout le rendement financier. Mais avec GwenneG, en plus, je soutiens le tissu économique local », se réjouit le Rennais.

De même que l'on peut consommer

local en se fournissant chez des producteurs à proximité, il est possible de fléchir volontairement son épargne vers des placements à forte connotation territoriale. Cette traçabilité attire à la fois des particuliers dont l'histoire familiale est liée à la région depuis plusieurs générations et des habitants arrivés plus récemment.

« Mes clients sont très attachés à la Bretagne. Pour certains chefs d'entreprise, investir au capital de petites et moyennes entreprises (PME) est une façon de préserver la société en soutenant l'emploi local », note Yuna Marquis, gestionnaire de grandes fortunes (family officer) à Rennes et responsable de l'Association française du family office pour le Grand Ouest.

« Il y a aussi la volonté de préserver un actionnariat composé d'investisseurs eux-mêmes bretons, afin d'éviter la mainmise des fonds d'investissement anglo-saxons qui pourraient délocaliser la production », ajoute M^{me} Marquis. La gestionnaire précise que 70 % des prises de participation en capital-investissement de ses clients se font dans leur région. « Le Covid-19 a renforcé ce phénomène : nos familles clientes se sont recentrées sur l'économie locale. Elles sont souvent sollicitées par des chefs d'entreprise dont l'activité a été touchée de plein fouet par la crise et qui font appel à la solidarité locale », poursuit-elle.

Des millions de particuliers participent à ce mouvement d'épargne en circuit court, parfois même sans le savoir, lorsqu'ils sont clients d'une banque régionale mutualiste. Bien qu'opérant sous une marque nationale (comme Banque populaire et Crédit agricole), ces établissements sont gé-

rés de façon autonome : chaque banque régionale décide des produits qu'elle commercialise et de leur tarification. L'argent collecté localement est prêté à des particuliers et à des professionnels (entreprises, collectivités, indépendants) eux-mêmes installés dans la région.

C'est le cas pour les trente-neuf caisses régionales du Crédit agricole : « 100 % des dépôts de nos clients dans une région - dépôts à vue, livrets bancaires, et la partie du Livret A et du Livret de développement durable et solidaire (LDDS) que les banques ne versent pas à la Caisse des dépôts - se transforment en financement de projets dans cette région », assure Raphaël Appert, vice-président de la Fédération nationale du Crédit agricole et directeur général du Crédit agricole Centre-Est.

Le fonctionnement est globalement le même au sein des Caisses d'épargne, comme l'explique Bruno Goré, président de celle de Normandie : « Notre banque a accordé 3 milliards d'euros de prêts en 2022 : 1 milliard à des entreprises et à des collectivités, et 2 milliards à des particuliers et à des indépendants. Plus de 95 % de ces financements concernent des projets en Normandie, et l'argent provient essentiellement des clients de nos deux cents agences. »

A l'inverse, le Crédit coopératif est un établissement national. « La traçabilité territoriale est assurée pour nos livrets régionaux, dont les dépôts servent à réaliser des prêts dans les régions concernées », indique Imad Tabet, le directeur du marché des particuliers.

Les autres dépôts des clients (comptes à vue, une partie du Livret A et du LDDS) ne sont quant à eux pas régionalisés. « Nous mettons en revanche l'accent sur le financement des PME de l'économie

sociale et solidaire, qui représente 70 % de l'encours non centralisé du LDDS », ajoute M. Tabet.

S'impliquer dans les décisions

Pour accroître leur influence, les clients des établissements mutualistes peuvent aussi souscrire des parts sociales de leur banque, dont ils deviennent alors sociétaires, c'est-à-dire copropriétaires. Cela leur permet d'être impliqués dans certaines décisions locales, les initiatives variant sensiblement d'un réseau à l'autre et selon les régions. « Nos 338 000 sociétaires participent à la sélection des lauréats des trophées de la Fondation BPAURA, qui soutient des associations dans les domaines de la culture, de l'enseignement, de l'intégration sociale et de la santé dans la région », indi-

que Arnaud Jouvent, directeur du marché des particuliers de la Banque populaire Auvergne-Rhône-Alpes.

Au sein du Crédit agricole, les sociétaires ont accès à un Livret engagé sociétaire qui leur est réservé et finance spécifiquement des projets locaux dans les domaines de la transition écologique, de la souveraineté alimentaire, de la cohésion et de l'inclusion. « Les sociétaires peuvent visualiser sur le site Internet de leur banque des exemples de projets financés grâce à leur livret, indique M. Appert. Sur le territoire de la caisse de Centre-Est, on trouve par exemple un centre médical à Limas [Rhône], un glacier artisanal issu d'une ferme familiale à Oyonnax [Ain] ou encore un projet de toitures photovoltaïques à Annonay [Ardèche]. »

AGNÈS LAMBERT



**LES SOMMES
COLLECTÉES
SONT PRÊTÉES
À DES ACTEURS
ÉCONOMIQUES
DE LA MÊME
ZONE**

